Samedi 28 et dimanche 29 octobre 1977 – No 759

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Pour travailler, vivre et lutter au pays

FETE REGIONALE DE LA JEUNESSE EN LUTTE

Organisée par la Jeunesse communiste marxiste léniniste de France

DIMANCHE 30 OCTOBRE
SAINT-BRIEUC

Bonnet: Appel à la délation

Mercredi 26 octobre à l'assemblée nationale, Bonnet le ministre de l'intéreur a lancé un appel à la délation publique pour retrouver les plastiqueurs du relais de télévision de Pré en Pail en Mayenne. Ainsi donc les appels à la délation qui se sont multipliés dans une certaine presse à la mort de Schleyer ont trouvé un écho tout à fait officiel. Il est à craindre qu'à l'avenir le gouvernement français se mette à renouveler de tels appels. Bonnet a lourdement insisté pour faire admettre comme normal que les français collaborent avec la police. Son appel, a-t-il dit « était aussi éloigné qu,il se pouvait de toute dénonciation, suspicion ou chasse aux sorcières.» Et de conclure «nous avons eu l'occasion de donner un certain nombre de témoignages concrets de fermeté depuis quelques semaines et je puis assurer que d'autres suivront».

De son côté Peyrefitte ministre de la Justice a déclaré que l'appel de Bonnet «ne peut constituer un appel à la délation». Il a par ailleurs menacé ceux qui ne se livraient pas à cette méthode. «Chacun par son silence se fait le complice des criminels».

Il a affirmé, à propos de la demande d'extradition de Klauss Croissant que le «gouvernement doit donner l'exemple de la fermeté»ajoutant : «je pense que le refus de l'extradition est dépassé par les événements A forme nouvelle de violence, il faut des moyens nouveaux pour les juguler»

Les dénégations des ministres et leurs menaces constituent un aveu de leur volonté de reprendre à leur compte les méthodes éhontées utilisées par le gouvernement allemard

LES DROITS DE L'HOMME EN URSS DEBATTUS SUR TF1

A L'OMBRE DES MIRADORS

Dans les locaux du bâtiment du KGB, à Moscou,se câche la fameuse prison Loubianka.

Jeudi soir, le loup tentait de se faire agneau sur le petit écran. En la personne de Alexandre Tchakovski rédacteur en chef de la «Litaratournaya Gazetta» la revue des écrivains soviétiques, organe de choc de la propagande fasciste du social-impérialisme russe.

Pour ses loyaux services envers le révisionnisme Tchakovski est d'ailleurs couvert d'honneurs : membre du Comité central, député au Soviet suprême, «Héros du travail socialiste, etc.».

Doucereux, il a commencé par l'inévitable éloge de l'URSS «terre des libertés, pays le plus démocratique du monde», pratiquant au plus haut degré l'art d'esquiver les questions précises, de noyer le poisson dans un flot de paroles creuses qu'utilisent si bien les bureaucrates révisionnistes soviétiques.

«A votre avis, Plioutch, mathématicien soviétique opposant politique au régime, qui a été emprisonné dans un asile psychiatrique, était-il fou ou pas ?», la réponse est venue, embarrassée mais sans ambiguité : «Plioutch a subi un traitement contre sa maladie. Ce n'est pas bien de discuter d'une question si intime devant tant de télespectateurs. Pas bien d'utiliser de pauvres malades mentaux à des fins de propagande polique. Tchakovski avait beau s'agiter d'un air débonnaire dans le cadre de la campagne «de bon voisinage et d'amitié avec l'URSS», organisée par le gouvernement français, il n'a guère pu tromper. Car la vérité sur la vraie nature de l'URSS commence à être de mieux en mieux connue : les droits de l'homme en URSS, ce sont des dizaines de milliers d'opposants politiques emprisonnés dans des camps ou des asiles psychiatriques, les grévistes matraqués, les minorités nationales asservies et baillonnées, l'espionnage, la délation, les persécutions administratives et policières organisées à grande échelle.

Le régime «le plus démocratique du monde» pour le larbin Tchakovski et la poignée d'exploiteurs qu'il sert, c'est le fascisme pour la classe ouvrière et les larges masses populaires ; une oppression féroce à la mesure de la révolte qui mûrit contre elle.

• Afrique du Sud UNE COLLABORATION SCANDALEUSE

La France poursuit en Afrique du Sud sa politique hypocrite et criminelle de collaboration avec les autorités racistes de Prétoria. A l'heure où le gouvernement américain estime prudent de prendre ses distances à l'égard de son protégé Vorster, le gouvernement français s'est associé à la démarche entreprise par les 9 pays de la CEE auprès des racistes sud-africains pour leur prêcher la «modération».

Mais au même moment, arrivait en Afrique du Sud le banquier Olivier Giscard d'Estaing, frère du président de la République,. Il doit y séjourner à l'invitation du groupe français de la «fondation sud-africaine», organisme d'hommes d'affaires destiné à promouvoir l'image de marque de l'Afrique du Sud à l'étranger. Un grand safari est prévu en son honneur, au moment même où, près de Port-Elisabeth, la police raciste ouvrait à nouveau le feu sur un groupe de manifestants.

L'apartheid, désapprouvé du bout des lèvres, n'empêche pas le développement de fructueux contrats avec les racistes sud-africains. Les patriotes azaniens s'en souviendront.

Meeting de Marchais à Vitry — ***Editorial***

Les coups des gros bras confirment l'échec des dirigeants du PCF

Jeudi 27 octobre, Marchais tenait un meeting à Vitry dans la banlieue parisienne. Des diffuseurs de notre journal étaient là. D'autres diffusaient «L'Humanité nouvelle» où est publié un appel du Comité central du Parti communiste marxistes-léniniste de France pour que les travailleurs rejettent les partis bourgeois. Les camarades scandaient des mots d'ordre tels que : «Il ne faut pas gérer le capitalisme, il faut l'abattre», «Vive la dictature du prolétariat», «Rejoignez les véritables communistes», etc. Très rapidement, le service d'ordre du PCF intervint, d'abord en bousculant nos camarades. Ceux-ci essayèrent de discuter avec les gens autour, mais les gros bras étaient là pour empêcher de telles discussions.

Bientôt, ce furent des insultes qui n'impressionnèrent pas plus les camarades. Les gros bras se mirent à frapper, d'abord de manière isolée et, ne réussissant pas à faire déguerpir les diffuseurs, ils organisèrent une véritable agression. Une vingtaine de nervis se précipitèrent sur les militants et les frappèrent.

Entre temps, nous avions pu voir une délégation locale du PCF arriver précédée de... majorettes. A peine croyable, mais vrai. Leur dernière exaction échoua lamentablement : un ou deux nervis se jetèrent sur un envoyé de notre journal qui prenait des photos de l'agression, dans le but de lui prendre l'appareil de photos. Le camarade parvint à passer L'appareil à un diffuseur qui se mit à courir vers un supermarché proche et qui expliqua l'agression aux vendeuses. Celles-ci un moment après le conduisirent à une porte de derrière d'où il put sortir au nez et à la barbe des nervis qui n'avaient pas oser entrer dans le magasin et pour cause !

Ceci est à verser dans le dossier des difficultés que connait la direction du PCF. Les campagnes spectaculaires qu'elle organise indique la faiblesse de la situation de ces dirigeants, obligés de multiplier leurs efforts et les moyens, au fur et à mesure que les travailleurs doutent de plus en plus de leurs sornettes. Les premiers résultats de cette campagne apparaissent plutôt décevant pour Marchais et compagnie. Les agressions de Vitry sont aussi un signe. Certes, par le passé, les gros bras du PCF n'avaient pas l'habitude de beaucoup discuter avec les militants marxistes-léninistes. Mais qu'aujourd'hui ils ne puissent plus les supporter à l'entrée d'un de leur meeting et qu'ils utilisent la violence contre eux alors que leur parti est censé favoriser le dialogue et fournir des explications, montre la faiblesse du révisionnisme et l'échec de sa politique. Cela montre l'impact encore faible mais grandissant de nos idées. Pour nous cela doit être un encouragement à porter nos explications partout où c'est possible et nécessaire.

Armée

On y inculque le racisme

Nous avons reçu une lettre d'un appelé dont voici un extrait :

«Dans le cadre des cours sur les armes NBC (nucléaires bactériologiques et chimiques), on nous a passé un film sur la protection contre l'épandage de pouttelettes toxiques et de gaz : au cours d'une guerre, une section de l'infanterie est surprise par une attaque chimique ; elle se protège puis subit les opérations de décontamination. Or dans la scène de l'attaque, on entend dans la bande sono du film parler un ennemi, sournois, ricanant, destiné à servir de repoussoir. L'enregistrement a été réalisé au moyen d'une bande magnétique passée à l'envers pour obtenir une sonorité rappelant la langue arabe. Les spectateurs sont censés éclatés de rire.

Ainsi, l'armée française cultive le racisme et l'inculque aux soldats. On sait que nombre de nostalgiques de la guerre d'Algérie s'y expriment en toute liberté.»

Police

Flics tueurs avec la bénédiction de la justice

Un inspecteur de police M. Voignier de la police judiciaire de Versailles, avait tiré le 8 avril 1975 vers 15 H rue du Château des rentes à Paris sur Monsieur Lucien Bouvier qui circulait en voiture. L'automobiliste est mort, atteint de deux balles dans le dos. Les flics l'avaient pris pour *un complice de deux maîtres chanteurs* qu'ils poursuivaient.

Le tueur, à l'époque, avait été inculpé de coups volontaires ayant entrainé la mort sans intention de la donner. On remarquera le style tarabiscoté de l'inculpation. Comme si le fait de tirer sur quelqu'un dans son dos ne relève pas de la volonté de tuer. Deux des collègues du tueur avait été inculpés de coups et blessures volontaires avec armes.

Il y a donc eu meurtre sur coups volontaires, mais le tueur et ses complices, malgré les inculpations ont été laissés en liberté.

Aujourd'hui, l'instruction est terminée. Alors que la première inculpation relevait de la cour d'assises une nouvelle ordonnance renvoie le tueur devant seulement le tribunal correctionnel pour le délit... d'homicide involontaire. Ses complices eux, bénéficient d'un non-lieu. Pourquoi ne pas les décorer ?

A LIRE

«La psychiatrie devant les tribunaux»

Le Groupe Information Asile (GIA) a publié une brochure : «La psychiatrie devant les tribunaux» qui dénonce l'utilisation répressive de la psychiatrie en France et dans d'autres pays et qui montre le caractère politique de cette répression. Cette brochure constate que la majorité des personnes internées appartiennent aux couches les plus pauvres. La bourgeoisie utilise en particulier l'internement psychiatrique contre les gens du peuple qui luttent ou contestent le système. La brochure raconte l'histoire de Paul Péguin, défenseur des locataires de son quartier interné de manière plus que scandaleuse sur l'intervention de copropriétaires riches (contre qui il luttait), avec la complicité de la police et de psychiatres. Elle raconte d'autres internements tout aussi scandaleux. Mais surtout elle est un appel à la lutte contre la répression psychiatrique. Les luttes de P. Péguin, d'E. Burman et d'autres montrent qu'une telle lutte est nécessaire et souvent victorieuse. Une partie importante est constituée par une sorte de guide juridique de l'interné permettant de lutter contre l'internement, cette lutte n'étant jamais conçue en dehors de l'action de masse.

Une brochure très interessante et très utile en ces temps où la bourgeoisie utilise de plus en plus la psychiatrie contre ceux qui luttent à l'exemple de ce qui se passe en URSS, etc...

A lire d'autant plus que ses auteurs placent leur lutte dans le cadre de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Ecrire à psychiatrisés en lutte
BP 60
75721 Paris cédex 15
Prix : 8 F (plus 6,30 F de port)

le monde en marche

• Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Le prince Sihanouk félicite le PCK

La radio cambodgienne, «la voix du Kampuchéa démocratique» a donné lecture mardi dernier des trois lettres du prince Norodom Sihanouk adressées au comité central du parti communiste du Kampuchéa et à son secrétaire général Pol Pot.

Dans sa lettre aux dirigeants du parti, Sihanouk félicite le Comité central du PCK qui *«pendant 17 ans a déployé tous ses efforts pour libérer totalement le pays en luttant courageusement et énergiquement contre les impérialistes et leurs valets»*.

Dans sa lettre à Pol Pot, Premier ministre du pays et secrétaire du parti, Sihanouk rend hommage *«au secrétaire du Comité central du PCK dont les grands efforts personnels ont permis une victoire totale et une défaite honteuse des impérialistes et de leurs valets... c'est aussi grâce à votre Excellence ... que le nouveau Cambodge démocratique se développe rapidement dans tous les domaines.»* Le prince se félicite enfin de la *«grande réputation acquise par le PCK auprès des pays d'Asie d'Afrique et d'Amérique latine et des liens d'amitié avec de nombreux pays du monde»* et des efforts du PCK qui *«a fait instruire tout le peuple»*.

Le prince Sihanouk avait démissionné de toutes ses fonctions officielles (président du Front uni du Kampuchéa et chef d'État) à l'issue des élections législatives en mars 1976. Cette attitude était conforme à ses intentions exprimées publiquement bien avant la chute de Lon Nol et l'expulsion de ses maîtres américains. Dès cette époque, Sihanouk avait annoncé son intention de se retirer de la vie politique de son pays pour en laisser la responsabilité aux principaux artisans de la victoire, les dirigeants du PCK.

La presse réactionnaire s'était empressée de prendre prétexte de cette retraite du prince Sihanouk pour crier à son massacre et verser d'abondantes larmes sur son sort. Le prince Sihanouk en personne vient de faire rentrer ces calomnies dans la gorge de leurs auteurs qui gardent, en l'occurrence, un silence embarrassé.

L'HUMANITE ROUGE BI-MENSUEL No 17
EST PARU

Au sommaire : *Le budget de Barre et le contre-budget de Marchais — Les trotskystes contre la Chine — Justice : deux poids, deux mesures — Espagne : le pacte antisocial — Le procès de Prague — La bande à Baader : étrangers à la révolution — Le congrès de Paysans-Travailleurs — Les Lip à un tournant — Riposte à une ratonnade d'immigrés — le festival de la femme — Courbet : du réalisme au socialisme — Le film de Vienet : un film pourri — Histoire : Octobre 1917.*

• Argentine

Mercredi, les cheminots argentins ont fait de nombreux arrêts de travail pour appuyer leurs revendications salariales : ils demandent que leur salaire actuel soit relevé de 70 à 200 dollars.

•Espagne

Mercredi, les ouvriers des chantiers navals de Cadix ainsi que des étudiants se sont affrontés violemment à la police. Les manifestants ont élevés des barricades que la police voulait détruire en utilisant des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc. Elle a arrêté plusieurs manifestants. Ces luttes violentes ont commencé mardi à la suite de l'annonce de la fermeture prochaine des chantiers navals des «Astilleros espagnoles» de Cadix.

• Japon

La Confédération des ouvriers textiles du Japon va lancer une campagne de boycottage des produits de la firme américaine JP. Stevens à la demande du syndicat américain. En effet, la direction de cette firme refuse purement et simplement le droit aux ouvriers de se syndiquer. Or, cette firme a pour principal débouché l'exportation vers le Japon. Cette unité des travailleurs pourra, on l'espère, faire plier la direction américaine.

Des affiches appelant au boycott seront apposées partout dans les deux principales villes japonaises.

• Nigéria

Le gouvernement nigérian enquête sur les activités sur son territoire de la Gulf Oil Company qui aurait transporté en fraude du pétrole brut aux États-Unis. Une commission d'enquête présidée par l'ancien secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a été constituée à la demande de l'Union des travailleurs du Golfe. Cette commission enquête sur l'existence des lignes de dérivation du niveau des installations terminales. Au Nigéria, la Gulf Oil Company est le second producteur de pétrole après la Shell-BP. Les USA ne se contentent pas de piller légalement le tiers monde, mais en plus, ils organisent une véritable contrebande.

• Amérique Latine

Dix pays latino-américains producteurs de café ont décidé de suspendre leurs ventes de café doux sur les marchés mondiaux jusqu'à ce que les prix de vente de cette matière première remontent à un niveau raisonnable.

Les représentants du Costa-Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nacaragua, du Panama, de la République dominicaine et du Venzuela, ont pris cette décision au cours d'une réunion commune tenue à San Salvador, le 21 octobre, à la suite de la baisse spectaculaire des prix du café doux sur les marchés mondiaux.

• RFA

Afin de faciliter les recherches de police, afin de faire participer davantage encore la population à la politique de chasse aux sorcières, la police du Bade-Würtemberg vient de faire part de sa dernière trouvaille : la diffusion d'un «portrait robot» du terroriste.

Quel est ce portrait ?

Les terroristes choisissent de préférence des habitations situées au bord des villes où la protection de leur anonymat est plus sûre. Ils sont âgés entre 20 et 35 ans, changent souvent leur aspect extérieur par des perruques, etc. Ils renoncent à repeindre leur appartement avant de l'occuper et demandent à disposer de plusieurs garages supplémentaires dans les environs de leur domicile. L'ameublement de leur appartement est «trés modeste» de façon à ce que le déménagement soit rapide, souvent pratiqué par eux-mêmes.

Par ailleurs, la police remarque que souvent les terroristes renoncent à apposer leur nom sur la porte de leur logement se contentant de le mettre sur la boite aux lettres. Ils n'exercent aucun métier régulier et quittent leur maison à des heures irrégulières.

Ne sont fournies ici que quelques données du portrait. Ainsi, si vous êtes un jeune chômeur sans travail régulier, qui habitez au bord d'une ville et qui, n'ayant pas d'argent, ne repeignez pas votre appartement et ayez peu de mobilier, alors dans ce cas, vous êtes susceptible d'être terroriste, d'être arrêté et envoyé en prison sur simple dénonciation.

Voilà qui est très grave. Tout cela va servir la bourgeoisie qui voit aussi par là un moyen de pister les révolutionnaires et elle n'y manquera pas.

La police allemande à l'action

PROLETARIAT EST PARU

«Prolétariat n'est pas une revue «pour une revue» qu'on range sagement dans un rayonnage ou une bibliothèque après l'avoir lue, c'est une arme supplémentaire pour le combat des communistes marxistes-léninistes de France» (Jacques Jurquet).

Écrivez, passez vos commandes exclusivement à
PROLÉTARIAT
BP 320 13213 – Marseille – Cédex 31

Paiement à l'ordre de «Prolétariat». Le No 14 : 14 F (A la commande pour moins de trois exemplaires).
Abonnement un an : 52 F ; Abonnement de soutien : 80 F.

CHANTAGES ET MENACES

Le gouvernement français n'envisage pas «pour l'instant» d'envoyer des troupes pour assurer la protection des Français travaillant en Mauritanie a déclaré jeudi Robert Galley, ministre de la coopération. Il a tenu expressément à réserver l'avenir en ajoutant que «tout peut être envisagé». Les appels aux meurtres et à l'agression d'un Jean Dutourd revendiquant un nouvel «Entebbé» contre l'Algérie ne sont donc pas sans échos au plus haut sommet gouvernemental. Au même moment, le gouvernement allemand appelle les touristes allemands à boycotter l'Algérie, qualifiée de «régime barbare» parce qu'elle a affirmé qu'elle ne laisserait pas se réaliser sur son sol une opération analogue à celle d'Entébbé.

La menace d'envoyer l'armée française en Mauritanie sous prétexte d'empêcher d'éventuelles prises d'otages par le Polisario a des précédents dans l'histoire : cet argument a aussi servi de prétexte à l'envoi du corps expéditionnaire français au Tchad d'où, aujourd'hui encore, il n'est pas totalement reparti.

Amis lecteurs achetez toujours l'Humanité rouge dans le même kiosque

LE RESEAU CURIEL

IL s'appelle Julien ou Raymond, il est payé par l'URSS

Ce que nous proposons ici à nos lecteurs pourrait être la scénario d'un roman d'espionnage. Ce n'est pas que nous ayons le goût de ce genre d'aventure, bien au contraire, mais les faits que nous exposons ici* nous amènent à une conclusion qui, elle, nous intéresse beaucoup : Henri Curiel, qui vient d'être assigné à résidence mardi par la police serait le cerveau du multiples réseaux d'espionnage et de groupes terroristes et il serait payé par... le KGB soviétique.

Trois arrestations semblent avoir mis la police sur la piste du Curiel.

UN NOMMÉ JULIEN OU RAYMOND

Juillet-août 1969, Michèle Firk arrive au Guatémala. Elle passe la frontière sous un faux nom. Le 28 août, l'ambassadeur des USA est assassiné. La police remonte dans son enquête jusqu'à Michèle Firk. Elle se suicide. D'autres membres du réseau sont arrêtés. Ils déclarent travailler aux ordres d'un nommé Julien ou Raymond, habitant en France.

Août 1975, Breyten Breytenbach est arrêté lorsqu'il essaie de rentrer en Afrique du Sud avec un faux passeport. L'État raciste d'Afrique du Sud n'hésite pas : 9 ans de prison. Il avoue ensuite travailler pour un nommé Julien ou Raymond habitant Paris. Le Raymond en question dirigeait une organisation : «Solidarité».

La police en déduit alors que ce Julien-Raymond est Henri Curiel, qui fut l'un des créateurs du PC égyptien, parti qui n'a rien de communiste mais est complètement dans la poche de Moscou.

Juillet 1974, un douanier fouille Furya Yataka, japonais muni de quatre passeports et d'un certain nombre de lettres qui permettent à la police d'en déduire qu'il est membre de «l'Armée rouge japonaise» (équivalent au Japon de Baader en Allemagne). A partir de Yutaka, la police remonte jusqu'à un nommé Habermann, sans doute confectionneur de faux passeports à ses heures perdues. Or, ce Habermann est en relation avec Curiel.

Curiel serait donc le centre d'un réseau de terrorisme international et d'espionnage. Mardi dernier, il était visité par la DST française et assigné à résidence. Son nom avait aussi été prononcé lors des attentats signés Carlos, dont nos lecteurs se souviennent sans doute.

PAYÉ PAR MOSCOU

Pour qui travaille ce Curiel ? Là encore, trois éléments permettent de se faire une idée assez précise... D'abord, les opinions prêchées par Curiel lui-même, ses sympathies déclarées pour l'URSS. C'est ce que révéla notamment Breytenbach, arrêté en Afrique du Sud.

Ensuite, les opinions de son entourage. La Française Michèle Firk (qui se suicida au Guatémala) ne cachait pas, elle non plus, ses sympathies pour l'URSS et Cuba. Un dénommé Georges Blake, ami et parent de Curiel, a été arrêté en Grande Bretagne comme agent du KGB.

Mais il y a un élément plus frappant encore. L'organisation «Solidarité» (qui s'appelle aujourd'hui «Aide et amitié») est couverte financièrement par une société anonyme : la société d'échanges et de représentation (2, rue du Colonel Briant, à Paris). Cette société est dépendante de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, qui est en France la filiale de la banque d'État soviétique. Le fondateur de cette société anonyme, Raymond Briotti, son directeur commercial, Bernard Riguet, seraient à la fois membre de l'organisation «Solidarité» et du PCF...

Autant d'éléments qui permettent d'avancer (au moins) une hypothèse : Curiel serait-il payé par Moscou ? Nous ne sommes pas dans le secret des réseaux d'espionnage, mais avouez qu'il y a au moins de quoi se poser la question ! De toute façon, il n'y aurait rien d'étonnant !

DANS LA LOGIQUE

On entend d'ici les cris des dirigeants du PCF ou des dirigeants de l'État fasciste russe. Nous, liés à un réseau de terroristes internationaux ? Nous les partisans de la détente et de la paix générale ?

Et pourtant : les bateaux espions au large des côtes bretonnes ou méditerranéennes ? Les espions russes ou allemands de l'Est qui grouillent dans les couloirs du gouvernement d'Allemagne de l'Ouest ? Les espions russes expulsés de France ou de Suisse ?

Le KGB et l'espionnage russe cela existe ! Les troupes et l'armement russes de plus en plus grand aux portes de l'Europe, le danger de guerre russe, cela existe aussi !

Alors qu'y aurait-il d'étonnant au fait que l'État russe envoie ses espions en France et dans le monde, que ces espions manipulent des terroristes pour semer des troubles et ensuite tirer leur épingle du jeu ? Pour tous ceux, de plus en plus nombreux qui voient aujourd'hui ce qu'est devenu réellement l'URSS (un État non plus socialiste, mais fasciste et agressif) il n'y aurait rien d'étonnant à ce que Curiel soit payé par Moscou. Comme combien d'auttres ?

*Nos lecteurs peuvent aussi se reporter à une enquête parue dans le magazine «Le Point» du 21 juin 1976 — No 196.

60 millions pour décembre

12 ans de presse révolutionnaire (3)

Le 13 mai 1968, un million d'ouvriers et de paysans manifestaient leur force révolutionnaire dans les rues de Paris. «L'Humanité nouvelle», organe du Parti communiste marxiste-léniniste de France, saluait comme il se doit cet extraordinaire évènement.

l'Humanité nouvelle

«PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !»

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

ÉTUDIANTS ET PROFESSEURS SOUTENUS PAR LES OUVRIERS D'AVANT-GARDE

PREMIÈRE VICTOIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Le 13 mai 1968 - Un million de manifestants à Paris

Parce qu'il s'était lancé sans compter dans la grande lutte révolutionnaire de Mai 68, le Parti communiste marxiste-léniniste de France était interdit par la bourgeoisie, le 12 juin 1968. Il continue le combat dans la clandestinité. «L'Humanité nouvelle» devint clandestine.

Quelque temps après, en février 1969, paraissait le premier numéro de l'Humanité rouge, cette Humanté rouge qui est aujourd'hui quotidienne grâce à l'effort de chacun de ses amis et lecteurs, cette Humanité rouge qui pour continuer son combat fait à nouveau appel à la souscription de ses lecteurs.

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

Le 6 novembre allons au Théâtre...

Le 6 novembre, à 14 h, nous irons au théâtre en salle «Lénine». Le spectacle intitulé «Octobre aujourd'hui» dure environ 1 h 30. Les camarades de Lille, auteurs du spectacle ont cherché à montrer en quoi Octobre est toujours vivant, quels enseignements nous sont utiles aujourd'hui, pourquoi Octobre a-t-il une si grande importance en 1977. C'est bien sûr l'objet de nos efforts à tous pour cette journée, avec la puissance de conviction du théâtre en plus. Mais n'anticipons pas...

L'histoire «d'Octobre aujourd'hui» c'est la vie d'une courée ouvrière de Pétrograd de février à octobre 1917. Y vivent plusieurs familles ouvrières : celle du vieux Yegor Pétrov, ouvrier métallo, avec sa femme Maria et son fils, Serge, jeune homme ardent toujours prêt à l'action ; celle de Georges et de Macha ; y vivent le vieil ouvrier Boris, l'ouvrier Andrei Guernovitch, l'ouvrière bolchevik Moura. Presque tous les ouvriers de la courée travaillent dans une imprimerie que possèdent un couple de patrons : Alexander Fricfrov et Ludmilla Fricfrova. Restent à mettre en scène les deux délégués de l'entreprise, Tisanetchoc et Kamomilla, délégués mencheviks qui collaborent avec les Fricfrov.

La Révolution d'Octobre qui monte et se prépare, la colère populaire qui gonfle et s'organise, ont des effets dans la vie de la courée, comme l'expérience concrète de ses membres, les luttes menées contre Fricfrov, permettent à chacun de comprendre la nécessité de la révolution et de grossir les uns après les autres ses rangs. A la fin du spectacle, l'unité révolutionnaire est totalement réalisée dans la courée.

Sans doute, cette interraction constante entre la grande épopée révolutionnaire et la vie d'une simple courée permet-elle de saisir la portée universelle de la Révolution d'Octobre : la nécessité de la révolution prolétarienne armée, le rôle du parti communiste, la nécessité de rejeter les traitres à la classe ouvrière et de faire l'unité de la classe pour la révolution.

Bien sûr, l'allusion est transparente. Kamomilla et Tisanetchov, les deux menchéviks, sont nos représentants de la «gauche» de 1917 en France, les Fricfrov sont les patrons et leur État, les ouvriers de la courée, c'est la classe ouvrière d'ici : leur langage, leurs préoccupations, sont les nôtres. Jusqu'à l'accent, aux intonations du Nord, on ne peut pas s'y tromper !

Voilà pour la trame du spectacle. Nous en dirons quelques mots encore dans un prochain numéro.

• Pellet-Nanterre

Contre les provocations du patron, la grève se renforce

Malgré les tentatives d'intimidation, la grève des travailleurs de chez Pellet continue (voir HR No 748).

Le 13 octobre le patron cite 17 ouvriers en référé pour ordonner l'expulsion des grévistes pour «entrave à la liberté du travail». C'est un premier échec pour le patron car le tribunal nomme un expert et ne rendra son jugement que le 28 octobre.

Ce qu'en pensent les travailleurs, ils l'ont écrit sur le portail de l'usine :

«La liberté du travail, c'est la liberté du patron d'exploiter les ouvriers aux plus bas salaires» et encore «la propriété privée c'est le fruit du travail des ouvriers».

Deux rencontres ont lieu entre l'expert, le patron et son avocat d'une part, les ouvriers et leur avocat d'autre part. A chaque fois la réponse du patron reste la même : «Je refuse de négocier sous la menace. Faites rentrer les non grévistes».

Les travailleurs ne cèdent pas, ils déclarent : «Nous n'accepterons de reprendre le travail que la tête haute».

Alors le patron joue une autre carte : les non-grévistes. Ils sont 8 qui chaque jour viennent devant l'usine et lancent des slogans hostiles aux grévistes, souvent même racistes. Les grévistes restent calmes et fermes devant ces provocations. C'est un nouvel échec pour le patron.

La dernière arme du patron : il licencie pour faits de grève trois travailleurs (1 ancien délégué du personnel et deux membres du comité de grève).

Cette nouvelle tentative de division est un nouvel échec : tous les grévistes témoignent par écrit leur solidarité et leur responsabilité dans la conduite de la grève. Le patron à son tour est cité en référé. Le tribunal suspend les licenciements jusqu'au jugement du 28 et les conclusions de l'expert.

D'après le patron et la direction qui se disent de gauche, il n'y aurait pas d'exploitation dans les petites entreprises, dont patron et ouvriers seraient en commun victimes du plan Barre et des monopoles.

Ce que les grévistes ont clairement constaté, c'est qu'il n'y a que deux camps :

– celui des capitalistes avec le patron, son fils (24 ans directeur technique, très proche du PCF) et le chef d'atelier qui couche dans les bureaux depuis le début de l'occupation et du piquet de grève (22 jours), soutenus par les jaunes qui sont allés jusqu'à faire une démarche auprès de l'UD CFDT des Hauts de Seine pour tenter de faire désavouer la section CFDT de chez Pellet ;

– celui des exploités qui luttent contre l'exploitation. Cette solidarité ouvrière s'est manifestée par de nombreuses collectes dans toute la région. C'est le soutien de militants CFDT qui ont distribué avec ceux de chez Pellet un tract au salon du cycle et jusque devant le stand Pellet le samedi 15 octobre.

Les travailleurs de Pellet ont été particulièrement sensibles au soutien de la section CGT de Sanduic-Sciametir, usine voisine de Pellet, qui a spontanément organisé des collectes et qui chaque jour manifeste son soutien, et aussi ces 3 ouvriers membres du PCF qui leur apportent conserves et bière.

«Notre grève sera dure comme le roc» disent les travailleurs de Pellet. Ils ne comptent que sur la lutte classe contre classe pour faire céder le patron.

Pour le soutien :
UL CFDT – 7, rue des anciennes mairies – 92000 Nanterre.

Travailleurs immigrés

Quand Stoléru cultive le cynisme

Visiblement Lionel Stoléru, notre secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels, est plein de ressources et de culot surtout. Sans honte, il se met à faire des confidences flatteuses, à son endroit bien sûr, sur son voyage dans le pays du Maghreb. Ecoutons le plus tôt : *«accueil très chaleureux»* au Maroc et en Tunisie, discussions *«dans un climat détendu de vérité et de réalisme»* en Algérie, voilà qui ne manque pas de sel en effet.

Son projet ultra-réactionnaire sur la limitation de la circulation des personnes entre les pays qui fournissent des immigrés à l'économie capitaliste et la France est anticonstitutionnel, mais ça ne fait rien, Stoléru se fout de sa propre légalité, ou plutôt il joue les indignés. «On» a osé devoiler la vérité : il ouvre une enquête pour savoir d'où viennent les fuites sur la décision que prendrait le conseil d'Etat.

Bien évidemment, ces «fuites» obligent notre preux chevalier à mettre de l'eau dans son vin et aménager devant le public ses mesures.

Ainsi, il ne serait plus question d'[illegible] la venue des familles, elles pourraient séjourn[illegible] pas question de boulot. C'est du charlatanism[illegible]t simple ; car on voit mal comment, avec la crise e[illegible]us, une famille d'immigrés pourrait venir en Franc[illegible]ans travailler. Elle vivrait de quoi ? De l'air pur et d'eau fraîche ? De qui se moque Stoléru ? En fait ce prétendu retour en arrière n'est qu'une mesure plus cynique encore, plus énorme, plus perfide.

Mais si Stoléru en est arrivé à ce «recul tactique», c'est que des réactions très vives se sont fait entendre dans tout le pays et à l'étranger. Nous devons aller plus loin : il s'agit de faire annuler purement et simplement ces mesures.

Cette campagne contre les mesures racistes ne plait pas à Stoléru, c'est sans doute pour ces raisons que selon lui le gouvernement français serait, parait-il, victime d'une campagne de diffamation orchestrée sans doute par quelque personne malhonnête ou quelque pays louche, suivez son regard, il ne nomme personne, mais les syndicats algériens et yougoslave entre autres doivent se sentir visés. Doivent aussi se sentir visés tous ceux qui affirment que Stoléru et le gouvernement capitaliste français orchestrent une campagne raciste, reprise en chœur par l'Aurore, Minute et tout un tas de gens qui mettent à profit les déclarations de nos gouvernants pour accentuer la répression contre les immigrés.

A propos, M. Stoléru, où en sont les enquêtes de police sur les crimes racistes dans notre pays ? Où sont ceux qui impunément assassinent nos frères immigrés ? Pourquoi tant de complaisance à leur égard ? Pourquoi sont-ils jugés si longtemps après leurs exactions comme l'assassin de Djellali à la Goutte d'Or ?

Pourquoi les expulsions se multiplient-elles à un tel rythme ? Comment les justifiez-vous ? Pourquoi parle-t-on de plus en plus d'une prison clandestine pour expulser les immigrés à Paris ? Mensonges que tout cela ? Si oui faites visiter tous les locaux de la préfecture de Paris aux journalistes, tous sans exception et tout de suite. Mais cela vous ne le ferez pas, ni vous ni M. Bonnet. Il y aurait trop de choses à déménager.

• Dubigeon-Nantes

Lors de l'occupation de la chambre de commerce de Nantes, les métallos en grève se sont heurtés aux gros bras de la CGT protégeant les locaux patronaux. Les flics tranquilles, étaient à 3oo mètres. Après enquête, il s'avère que la porte gardée mène aux toilettes. On protége ce qu'on mérite.

Luttes dans les écoles sarthoises

A Allonnes les suppressions de postes touchent deux CES, au CES Le Marin le rectorat a enlevé un poste de français, dessin et travail manuel.

Au CES Kennedy, il a enlevé un professeur d'anglais et un autre poste sera prochainement supprimé en français. Les parents d'élèves des CES allonais ont manifesté leur indignation en allant à la permanence du député réactionnaire Le Theule.

Les parents se réunissent en assemblée générale le mardi 25 Octobre.

A Ancinnes, les parents d'élèves du CEG ont organisé la grève générale des cours pour protester contre la suppression d'un poste d'anglais au CEG, suppression d'un poste d'anglais au CEG, suppression qui prive quatre classes de cours d'Anglais.

Au Mans, ce sont les parents d'élèves du CES Alain Fournier qui organisent une journée «classe vide» contre les suppressions de postes, le mardi 25.

Ces actions illustrent bien que les promesses d'Haby ne sont que des mensonges et que la rentrée ne s'est pas faite «normalement», partout il y a des suppressions de postes, des cours non assurés.

D'autre part le SGEN-CFDT de la Sarthe a appelé à la grève samedi 22 pour dénoncer les élections de parents aux conseils d'écoles, l'action se poursuivra jusqu'au 29 dans certains établissements.

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29

Les châlutiers d'Etaples en lutte

Une quinzaine de chalutiers bloquent depuis mercredi midi, le port de Boulogne sur mer pour protester contre la décision prise mardi à Luxembourg, par le Conseil des «neuf» de prolonger l'interdiction de la pêche au hareng jusqu'à la fin de l'année. Cette action est menée par les artisans -pêcheurs d'Etaples qui il y a deux ans avaient déjà bloqué le port de Boulogne de la même façon, pour un problème de taxation de carburant.

L'entrée du port de Boulogne est totalement bloquée par les chalutiers et le passage des cars-ferries est lui-même impossible.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

LE COMITÉ DE RESIDENTS
DU FOYER SONACOTRA
4/14, RUE MICHELET – 94200 IVRY/SEINE

ORGANISE UNE JOURNEE PORTES OUVERTES
SAMEDI 29 OCTOBRE 1977 DE 9h a 24 H

Montages diapos, expo-photo, film, chansons
Merguez, pâtisseries tunisiennes, thé, boissons

VIVE LA LUTTE
DES FOYERS SONACOTRA !
A BAS LE RACISME !
VIVE LE COMITÉ DE COORDINATION !

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977